

Les réseaux islamistes terroristes en Asie centrale : du mouvement islamiste d'Ouzbékistan à l'EI-Khorassan, quels enjeux pour la sécurité régionale et internationale ?

En mars 2024, Moscou était victime d'un attentat terroriste, le plus meurtrier depuis une vingtaine d'années. Les attaques du Crocus City Hall ont été responsables de la mort de 145 personnes et de 551 blessés, et ont rapidement été revendiquées par la branche Khorassan de l'État islamique, sa branche centrasiatique, basée en Afghanistan.

Si pour certains les contours de l'espace que l'on nomme Asie centrale peuvent sembler flou, on considère généralement la région comme étant composée des pays dits en « stan », c'est-à-dire le Kirghizistan, le Turkménistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, auxquels on ajoute parfois l'Afghanistan. Dans cet article, nous considérerons l'Afghanistan comme faisant partie de l'Asie centrale, en raison de son rôle évident en tant que foyer des mouvements terroristes présents dans la région depuis les années 90.

Au regard de la complexité et de la multiplicité des mouvements et groupuscules islamistes radicaux existants et ayant existés notamment au sein des républiques post-soviétiques d'Asie centrale, nous nous concentrerons sur le Mouvement Islamiste d'Ouzbékistan, puis sur le phénomène d'ampleur de la création de l'EI-Khorassan, en raison de leur importance dans la formation des dynamiques terroristes dans la région et des attentats dont ils ont été reconnus responsables.

- Quelles sont les causes de la création de ces mouvements et d'une si grande radicalisation parmi les populations des républiques d'Asie centrale ?
- Comment le Mouvement Islamiste d'Ouzbékistan s'est-il « al-qaidisé » puis effacé au profit de l'EI-Khorassan ?
- Quel est donc le réel objectif de l'EI-Khorassan aujourd'hui, et quels sont les moyens pour ralentir son ascension ?

L'Asie centrale est depuis plusieurs décennies un terrain fertile pour le développement du djihadisme. Le Mouvement Islamiste d'Ouzbékistan a marqué le paysage sécuritaire avant de s'effacer progressivement au profit de l'État Islamique au Khorassan (EI-K), une organisation qui attire aujourd'hui une majorité de combattants ouzbeks et tadjiks. Face aux défis posés par ces nouvelles structures djihadistes transnationales, la coopération régionale en matière de lutte antiterroriste a longtemps été marquée par une absence de coordination après la chute de l'URSS, avant de se structurer autour de puissances comme la Chine et la Russie, notamment via l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), à partir des années 2000.

1. Aux racines du djihad en Asie centrale : le Mouvement Islamiste d'Ouzbékistan

Les mouvements islamistes et de djihad dans les républiques post-soviétiques d'Asie centrale prennent notamment racines dans le Mouvement Islamiste d'Ouzbékistan, le MIO, qui a connu une longue montée en puissance jusqu'en 2001, et fut un sujet de préoccupation majeur pour les gouvernements en Asie centrale post-soviétique. À la chute de l'URSS, les inégalités sociales, le retour d'une grande influence de la religion autrefois considérée comme « l'opium du peuple » et l'autoritarisme du nouveau régime Ouzbek participent à la naissance du mouvement. L'indépendance du pays a marqué la fin de la gratuité des services publics, de la régulation des prix des biens de consommation, et ces changements économiques ont entraîné une paupérisation massive, touchant particulièrement les employés de l'administration et les ouvriers.

Parallèlement, une nouvelle élite économique, surnommée les "nouveaux Ouzbeks", a émergé, profitant des opportunités offertes par les réformes économiques. Dans ce contexte de difficultés économiques et sociales, la religion a joué un rôle central en tant que "thérapie sociale", permettant à une grande partie de la population d'accepter plus facilement cette situation compliquée. Comme souvent à l'époque et encore aujourd'hui, la jeunesse, qui représentait une grande partie de la population, s'est trouvée particulièrement vulnérable et a massivement choisi une voie d'expression à travers des mouvements plus radicaux. La chute de l'URSS ayant entraîné une renaissance de l'islam en Ouzbékistan après soixante-dix ans d'athéisme imposé, la résurgence religieuse a en effet été à l'origine d'un phénomène de radicalisation parmi les populations jeunes et défavorisées. Des groupes salafistes ont commencé à émerger, notamment dans la vallée du Ferghana, située au carrefour de l'Ouzbekistan, du Tadjikistan et du Kirghizistan, qui disaient vouloir restaurer l'ordre et réguler les prix sur les marchés locaux.

En 1991, face à l'incapacité de l'État ouzbek à répondre efficacement aux crises économiques et sociales, ces groupes ont tenté de proclamer une république islamiste. Islam Karimov, le président de l'époque, a réagi par une répression très brutale afin de conserver le pouvoir : en janvier 1992 à Tachkent, la police a tiré à balles réelles sur les manifestants. Si la stratégie de Karimov a donné une apparence de stabilité au pays, elle a suivi le modèle de nombreux régimes autoritaires du Moyen-Orient, et la stabilité à court terme du pays produite par une répression massive a renforcé la radicalisation des opposants.

C'est dans ce contexte que naît ce que l'on nommera le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan, officiellement fondé en 1996, qui se manifeste par une série d'assassinats en 1997 et une attaque terroriste d'envergure à Tachkent en 1999, ciblant directement les représentants de l'État. À l'été 1999, les combattants du MIO attaquent le Kirghizistan et organisent une prise d'otages, incluant notamment des géologues japonais. Le gouvernement japonais se voit forcé de verser entre 2 et 6 millions de dollars pour leur libération. Ce genre d'actions, ajoutées au trafic de drogue, vise principalement à apporter des sources de financement au mouvement.

Le refus systématique du gouvernement de Karimov de mettre en place tout compromis contribue à enraciner le cycle de violence : en 1996 le pouvoir ouzbek lance une guerre régionale contre les mouvements islamistes et mobilise même ses services de sécurité pour réprimer et stopper l'opposition islamiste dans les pays voisins. Cette politique aboutit parfois au quasi-harcèlement des

musulmans pratiquants de la région et alimente l'extrémisme. En parallèle, certains leaders du MIO comme Tahir Iouldachev (« Tohir Yo'ldosh ») tissent des liens avec des mouvements extrémistes étrangers, dont les services de renseignement pakistanais, et entrent même en contact avec Oussama Ben Laden, chef du réseau Al-Qaida et considéré comme le principal responsable des attentats du 11 septembre 2001. A portée régionale, le mouvement est rejoint par des moudjahidines arabes, afghans et tchéchènes, et devient une menace reconnue pour l'ensemble des États d'Asie centrale¹.

¹ Boquérat, Gilles. "Terrorisme islamiste en Grande Asie centrale : l'al-qaidisation du djihadisme ouzbek". Institut Français des Relations Internationales (IFRI), avril 2024.

2. « Al-qaidisation » du djihadisme ouzbek et effacement du MIO au profit de l'EI-Khorassan

A partir de la fin des années 90, l'idéologie du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan dépasse largement l'objectif initial de renverser le régime ouzbek, et s'inscrit dans la perspective de ce qu'on appelle le « djihad global ». Ce dernier, selon l'historien Jean Pierre Filiu, désigne un « jihad mondialisé [...] qui rompt les liens tissés, durant treize siècles de pratique et de doctrine de l'Islam, avec un territoire ou une population ». C'est un « jihad nomade, internationalisé et transfrontalier » qui met en oeuvre son projet à travers des luttes locales, et dont l'objectif est « d'établir une base (c'est la signification arabe de « Qaida »), où que ce soit dans le monde musulman et, à partir de là, de l'étendre progressivement ». Dans ce sens, le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan indique, à la fin des années 90, considérer aussi bien les États-Unis, la Russie, les chrétiens ou les juifs comme des ennemis à combattre.

C'est notamment par le soutien et l'influence de personnalités clés du djihad mondial comme Oussama Ben Laden et Abou Moussab al-Souri, célèbre idéologue d'Al-Qaïda et conseiller de Ben Laden, ayant théorisé le « nouveau djihad » (s'appuyant sur de nouveaux types d'attaques isolées mises en oeuvre par des djihadistes autoradicalisés grâce aux sites de partage de vidéos - en témoignent les attentats à l'encontre des professeurs Dominique Bernard et Samuel Paty ces dernières années par exemple), que le MIO s'est *al-qaidisé*. Ainsi, l'année 2001 marque également un tournant pour le MIO, qui subit un revers majeur à la suite de l'intervention américaine en Afghanistan, tout comme Al-Qaïda. En 2007, son leader Tahir Iouldashev déclare que les principaux champs de bataille se trouvent à présent en Irak et en Afghanistan.

A partir de 2015, le MIO traverse une phase de désintégration, certains de ses membres prêtant allégeance à l'État islamique. Parallèlement, l'État islamique au Khorasan (OEI-K) voit le jour, compliquant davantage pour les gouvernements la lutte contre les groupes djihadistes en raison de la dispersion des combattants.

Aujourd'hui, on considère que le MIO s'est petit à petit effacé, laissant place à la branche centrasiatique de l'État Islamique au Khorassan, rendue responsable de nombreuses attaques terroristes ces dernières années et dont on parle beaucoup plus que le MIO. Néanmoins, le MIO subsiste dans certaines zones sous tension, notamment le long de certaines frontières de la région, et dans sa base historique de la vallée du Ferghana, encore aujourd'hui marquée par une instabilité chronique. D'autres groupes formés à partir du MIO et ayant fait sécession (comme le *Djamaat Ansaroullah* provenant de la sécession tadjik du MIO en 2010), sont eux aussi minoritaires mais toujours présents. En mars 2022, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov avait déclaré lors d'une réunion des voisins de l'Afghanistan être préoccupé par la concentration de combattants du Djamaat Ansaroullah et du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) le long des frontières tadjike et ouzbèke².

² Kepel, Gilles. «Le djihadisme, nouvelle religion de terreur». Sciences Po, février 2024.

3. L'EI-Khorassan : une structure djihadiste transnationale

L'attentat du Crocus City Hall à Moscou ne constitue pas le premier coup d'éclat de l'EI-K. Le plus récent avant celui-ci remontait à janvier 2024 en Iran, quand la branche centrasiatique avait été rendue responsable d'un double attentat-suicide perpétré lors de la cérémonie en hommage à Qassem Soleimani, ancien commandant des Gardiens de la Révolution. D'autres attentats auraient aussi été déjoués cette année-là en Allemagne, en France, en Belgique et en Espagne.

Le Khorassan désigne à l'origine une région historique disparue depuis le Moyen Âge, couvrant autrefois des territoires situés entre l'Afghanistan, le Turkménistan et le Tadjikistan. L'État islamique au Khorassan est lui né de la convergence de groupes disparates de combattants et de sympathisants de Daesh en Asie centrale, au Pakistan et en Afghanistan. Ces groupes ne partageaient pas pleinement le modèle organisationnel et idéologique centralisé de Daesh, et préféraient une structure décentralisée, adoptant un mode de fonctionnement confédéral où chaque chef exerçait une autorité autonome sur son groupe. Lorsqu'ils ont rejoint l'EI-K entre 2014 et 2015, ces factions ont conservé leurs identités, leurs leaders et leurs méthodes distinctes, et ont peu coopéré entre elles. Ce n'est qu'à partir de 2016 que des cadres formés, partageant l'idéologie de Daesh et principalement originaires d'Afghanistan, ont intégré l'EI-K, et ont contribué à créer un appareil centralisé. Parallèlement, l'organisation a mené un endoctrinement des recrues afin de les familiariser avec la vision du califat. Dès 2017, l'EI-K a commencé à orchestrer des attaques dans des villes, acquérant ainsi une notoriété internationale, mais ses principaux adversaires ont toujours demeuré les talibans en Afghanistan, ces derniers étant en conflit avec l'Etat islamique de manière générale et étant en plus localisés sur la zone privilégiée de la branche Khorassan.

La branche centrasiatique a gagné en pouvoir à partir de 2019, quand Daesh a perdu la quasi-totalité de son territoire en Syrie, et que l'EI s'est vu dans son ensemble considérablement affaibli. Daesh n'a plus disposé d'assez de ressources pour maintenir sa "bureaucratie de la terreur", c'est-à-dire sa gestion de la coordination mondiale des attentats. Les dirigeants de Daesh ont alors opté pour une stratégie de relance et de contre-offensive, et ont délégué la supervision des combattants de la zone centrasiatique à la branche régionale de l'EI-K elle-même.

Aujourd'hui, il est important de noter que la majorité des cellules terroristes de l'État islamique sont composées de combattants centrasiatiques, majoritairement tadjiks et ouzbeks, ce qui donne un certain pouvoir et une certaine influence à l'EI-K. Il existe de multiples cellules de l'EI-K, situées en Turquie, en Afghanistan ou encore en Russie, qui fonctionnent de manière complexe et décentralisée mais sont toutes gérées par la branche Khorassan, même si Daesh continue de planifier et financer les opérations. Au fil des années, l'EI a donc réussi à atteindre son objectif et à faire de l'EI-Khorassan une branche particulièrement disciplinée, structurée et parmi les plus actives du mouvement. Au-delà de la planification des attaques, le rêve de l'EI-K serait à terme de créer un califat au Nord de l'Afghanistan et en Asie centrale³. Il est cependant très intéressant de remarquer deux choses.

L'une, qui concerne la nature de la composition de l'EI-K, est que, comme dit précédemment, on trouve une prépondérance de militants tadjiks et ouzbeks parmi ses rangs, si bien que la propagande de l'EI-K est aujourd'hui de plus en plus souvent exprimée en russe, en ouzbek ou en tadjik. Cela

³ Giustozzi Antonio, "À un mois des JO, comprendre la menace de l'État islamique au Khorassan". Le Grand Continent, juin 2024.

s'explique d'une part par l'héritage du Mouvement islamiste d'Ouzbékistan, et celui d'autres groupuscules issus d'Ouzbékistan et du Tadjikistan, et par leur fusion au sein de l'EI-K. Mais des problématiques contemporaines viennent également s'ajouter à ces explications et permettent de comprendre pourquoi tant de ouzbeks et de tadjiks se retrouvent endoctrinés. L'EI-K a compris depuis longtemps que ces États d'Asie centrale étaient relativement faibles : le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan ont connu des temps difficiles au début de leur indépendance, et le Tadjikistan a subi une guerre civile tandis que l'Ouzbékistan aurait pu en connaître une sans la politique d'oppression très sévère d'Islam Karimov. Cette zone est donc propice à être instrumentalisée par l'EI, en raison des traumatismes qu'elle a vécus et qui rend ses populations plus vulnérables. Mais un autre facteur clé dans le processus de radicalisation des Tadjiks et des Ouzbeks réside dans leur migration fréquente vers la Russie, où ils se heurtent à des discriminations systémiques et à un environnement souvent hostile. Contrairement à une idée largement répandue, cette radicalisation n'a pas lieu exclusivement en Ouzbékistan avant leur départ, mais se produit également une fois sur place, dans un contexte migratoire marqué par l'exclusion sociale, l'exploitation économique et le sentiment de rejet culturel. Ces conditions créent, comme toujours, un terreau fertile pour la propagande islamiste extrémiste.

Cette réalité pourrait également contribuer à expliquer la prépondérance d'actes terroristes commis par des personnes ouzbeks non-affiliées à l'EI-Khorassan, en témoignent des attentats terroristes successifs ayant eu en 2016-2017 : en février 2016 une nourrice ouzbek avait fait la une des journaux pour avoir décapité un bébé à Moscou, ce à quoi avait succédé en juin une attaque également revendiquée terroriste dans l'aéroport d'Istanbul dont l'un des assaillants était ouzbek. En 2017, un jeune homme originaire de la vallée du Ferghana avait déposé une bombe dans le métro de Saint-Petersbourg, et un peu plus tard dans l'année, une autre attaque commise par un Ouzbek avait frappé le centre-ville de Stockholm⁴.

Un autre aspect à souligner concernant la localisation des actions menées par l'EI-K, et c'est ce que souligne Raffaello Pantucci, est que l'Asie centrale semble être un important exportateur de terrorisme, mais être relativement épargnée par les attentats sur son propre territoire. Et ce, malgré une montée significative de la radicalisation parmi ses habitants. Les combattants semblent privilégier les attaques terroristes loin de leur région d'origine : les attaques les plus marquantes revendiquées par l'EI-K incluent ainsi l'attentat du Crocus City Hall à Moscou en mars 2024, les attaques terroristes en Iran début 2024 ainsi qu'une série d'attaques en 2023 à Kaboul visant des diplomates étrangers. D'après Raffaello Pantucci, il est probable que nombre de ces combattants se soient radicalisés en dehors de leur pays d'origine et choisissent ensuite d'y rester pour agir ailleurs.

Les deux pays qui se distinguent si l'on analyse les opérations internationales réussies de l'EI-K - la Russie et l'Iran - amènent à se questionner : l'EI-K privilégierait-il ces pays lors de la planification de ses attaques ? En réalité, des rapports ont révélé que les États-Unis avaient averti Moscou et Téhéran de la possibilité imminente d'une attaque terroriste, mais que ces avertissements ont été ignorés. Plusieurs complots de l'EI-K auraient aussi été déjoués en Europe, car des avertissements avaient été vraisemblablement encore une fois transmis aux autorités locales, probablement par les États-Unis. La menace posée par l'ISKP serait alors universelle selon Pantucci, mais ses succès résulteraient davantage de défaillances des services de renseignement nationaux⁵.

⁴ Dudoignon, Stéphane A. "Pourquoi autant d'attentats commis par des Ouzbeks ?". Centre de Recherches Internationales (CERI), Sciences Po, 2024.

⁵ Pantucci, Raffaello. "Le djihadisme en Asie centrale est un danger pour l'Europe". Revue Conflits, octobre 2024.

4. Une coopération régionale en terme de lutte contre le terrorisme en Asie centrale quasi inexistante à la chute de l'URSS

Après l'effondrement de l'URSS, chaque république nouvellement indépendante a adopté des mesures nationales, mais la porosité des frontières et le manque de coordination entre les capitales a fragilisé l'efficacité de ces politiques. L'émergence d'une composante radicale de l'islam au sein des républiques centrasiatiques a alors constitué et continue de constituer une source persistante d'instabilité régionale et internationale. Comme l'a souligné le général Bolot Dzhanzuzako, Secrétaire du Conseil de sécurité nationale du Kirghizstan : « Nous ne parlons pas simplement de conflits locaux, mais de terrorisme international ».

Dès les années 90, la région est victime du cercle vicieux — drogue, armes et terrorisme — qui permet de financer les activités des groupes et alimente l'insécurité. A l'époque, le MIO est notamment responsable d'environ 70 % du trafic d'héroïne et d'opium dans la zone. Les dirigeants centrasiatiques peinent à garder le contrôle sur l'ensemble de leurs territoires, à cause d'un régionalisme exacerbé, d'États fragiles, du rôle croissant des mafias locales, et de la présence de membres du MIO et d'autres groupuscules radicaux dans les administrations. Parallèlement, la région est de plus victime d'une concurrence entre les pays pour le leadership régional, qui se manifeste notamment par la mauvaise gestion des ressources hydrauliques qui devient un enjeu majeur. Le Kirghizistan et le Tadjikistan détiennent environ 80 % des ressources en eau de la région, tandis que l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont de gros besoins pour alimenter leur agriculture. L'Ouzbékistan accuse alors régulièrement ses voisins tadjik et kirghiz de mauvaise gestion, ces tensions deviennent le terreau fertile des groupes islamistes cherchant à exploiter ces conflits pour asseoir leur pouvoir. La situation conduit ainsi à des politiques de forteresse, à travers par exemple le minage systématique des frontières entre l'Ouzbékistan et le Kirghizstan ou le Tadjikistan, ainsi qu'entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, dès les années 2000, et l'absence totale de coopération en la matière de lutte contre le terrorisme.

Mais en 2001, la campagne militaire américaine en Afghanistan place les cinq républiques ex-soviétiques d'Asie centrale au cœur de la lutte contre le terrorisme, les positionnant comme un pilier essentiel du dispositif de sécurité régional. Les attentats de septembre 2001 ont aussi pour effet de susciter de nouveaux questionnements pour la communauté internationale quant à sa responsabilité dans le maintien de la stabilité et de la sécurité dans la région, afin d'éviter une nouvelle fois le pire⁶.

⁶ Pradon, Hélène. "Les enjeux de la sécurité et de la stabilité en Asie centrale", Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, 2024.

5. Le tournant des attentats du 11 septembre 2001 : une coopération à présent structurée majoritairement autour des alliances régionales avec la Chine et la Russie

Si l'aide occidentale s'est au départ montrée timide, elle a tout de même constitué la première réponse à ces nouveaux défis sécuritaires. Dès l'indépendance des républiques, les États-Unis ont marqué leur présence stratégique dans la région. Après la chute de l'Union soviétique, les républiques d'Asie centrale ont entrepris la création de leurs propres armées nationales avec l'aide de puissances étrangères telles que la Russie, la Turquie ou les États-Unis. En 2000, lors d'une incursion du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan au Kirghizstan, plusieurs pays, dont les États-Unis, la Russie, la Chine, la Turquie, la France et Israël, ont fourni un soutien en équipements militaires modernes.

La stratégie du *US Central Command* pour l'Asie du Sud et centrale a joué un rôle important dans la promotion de la coopération sécuritaire régionale, notamment grâce à l'accord américano-ouzbèke d'octobre 2001 et à son aide financière s'élevant à 92 millions de dollars en 2002, destinée notamment à des objectifs sécuritaires. L'Union européenne a de son côté également apporté son soutien, notamment à travers des programmes comme le KADAP, un réseau d'information anti-drogue visant à lutter contre le trafic illicite et ses implications sécuritaires. En dehors des États-Unis, la coopération internationale a renforcé son aide à l'Asie centrale après 2001, car les États-Unis en tant que leader de la coalition antiterroriste en Afghanistan ont poussé les pays européens à renforcer leur engagement dans la région. La Turquie a par exemple accru ses partenariats avec le Turkménistan, tandis que la France a intensifié sa présence dans la zone.

Mais aujourd'hui, c'est majoritairement une coopération au niveau régional qui a été mise en place pour lutter contre le terrorisme en Asie centrale : le Kazakhstan a joué, et continue à jouer un rôle central dans l'équilibre géopolitique et la sécurité en Asie centrale, notamment après le retrait des troupes de la coalition d'Afghanistan. Suite à son statut de membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, le Kazakhstan a mis en avant un agenda axé sur la prévention des conflits et la lutte contre le terrorisme, et a présidé le Comité du Conseil de sécurité consacré à l'Afghanistan et aux talibans, ainsi que les Comités Daech et Al-Qaïda. Les relations entre les États-Unis et le Kazakhstan restent d'ailleurs assez solides sur les questions de lutte contre le terrorisme.

Plusieurs alliances régionales d'importances majeures ont aussi vu le jour ces dernières années. Davantage que l'Union Économique Eurasiatique, née en 2015, l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) et la Communauté des États Indépendants (CEI) participent activement à un certain contrôle sécuritaire. Sur le plan multilatéral, la Communauté des États Indépendants a joué un rôle majeure avec la signature du Traité de sécurité collective à Tachkent en mai 1992, suivi par des manœuvres conjointes telles que « Bouclier du Sud 2000 » et « Anti-terreur – Sud 2002 », des exercices militaires organisés dans le cadre de la coopération sécuritaire et militaire entre les pays de la CEI, visant à renforcer la préparation des forces armées de ces pays face à des menaces comme le terrorisme.

Cependant, malgré les efforts de la CEI, la sécurité régionale est aujourd'hui principalement structurée autour de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), en raison de la faible efficacité de la CEI dans sa lutte contre l'islamisme extrémiste. Créée en 2003, l'OCS réunit la

Russie, les pays d'Asie centrale et la Chine, est souvent perçue comme un contrepoids à l'OTAN, et vise principalement à lutter contre les trois maux identifiés conjointement par la Russie et la Chine : le terrorisme, le nationalisme et la criminalité. Le sommet de Shanghai en 2001 a marqué un tournant avec la signature d'un accord interministériel multilatéral entre les ministères de la Défense de la région pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme. Également, un mécanisme de conférences régulières réunissant les responsables des organes de maintien de l'ordre et des services secrets, appelé « Groupe de Bichkek », a également été instauré, avec pour objectif de renforcer la coopération sécuritaire régionale.

En réalité, pour les capitales centrasiatiques post-soviétiques, la Russie demeure perçue comme la seule puissance capable d'intervenir militairement dans la région, même si les républiques d'Asie centrale adoptent des attitudes variées envers Moscou, le Tadjikistan, le Kirghizistan et le Kazakhstan restant par exemple particulièrement proches de la Russie. Ainsi, au nom de la lutte contre le terrorisme international, plusieurs accords bilatéraux de coopération ont aussi été signés en matière de sécurité nationale au début des années 2000, notamment en 2002 avec un accord entre le président turkmène Saparmourat Niazov et le chef des renseignements extérieurs russes (SVR), visant à davantage de coopération dans la recherche et l'extradition de criminels.

La Chine, au-delà de l'OCS, cherche également à asseoir son influence dans la région. La potentialité d'une prise de pouvoir par un groupe islamique ou d'une guerre civile est considérée par le pays comme une menace directe, en raison des liens entre le MIO, les talibans, Al-Qaïda et les séparatistes ouïghours. Pour contrer cette menace, la Chine a également vendu une quantité conséquente d'armes et d'équipements militaires aux États d'Asie centrale.

Aujourd'hui, la communauté internationale tente aussi de venir en aide à l'Asie centrale, dans une moindre mesure, via les programmes de lutte contre le terrorisme des Nations Unies comme le Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies (UNOCT), ou le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui aide à la prévention de la radicalisation. Les États-Unis ont également mis en place le Counterterrorism Partnership Fund, destiné à former et à apporter une assistance technique sur les questions de terrorisme. La communauté internationale met également à la disposition des pays d'Asie centrale les données réunies par Interpol, notamment à travers le système I-24/7, une plateforme de communication mondiale pour les renseignements.

Conclusion

En conclusion, la lutte contre le terrorisme en Asie centrale demeure un enjeu majeur, pour la région elle-même mais aussi pour la sécurité internationale. La menace djihadiste, se trouvant en constante évolution, montre une capacité d'adaptation remarquable mais donc d'autant plus dangereuse de la part des groupes extrémistes. Si la lutte contre le terrorisme avait initialement servi de ciment pour unir les États d'Asie centrale à la Russie au travers de la CEI, son déclin progressif a laissé place à l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), perçue comme un outil plus robuste et adapté pour répondre à la menace terroriste de la région, et au rôle majeur joué par les deux grandes puissances chinoise et russe. Le sommet des BRICS à Kazan, qui a lieu en octobre dernier, souligne également la volonté des deux pays de renforcer l'alliance non occidentale et de faire sans l'aide des États-Unis.

Cependant, les rivalités stratégiques entre la Russie, la Chine et les États-Unis compliquent souvent une coopération internationale fluide et durable, malgré des intérêts communs évidents dans la lutte contre le terrorisme. Les acteurs régionaux et internationaux doivent composer avec des agendas divergents, qui freinent parfois des initiatives potentiellement efficaces.

Finalement, l'historien Raffaello Pantucci souligne que le sujet de la radicalisation des travailleurs migrants originaires d'Asie centrale, notamment en Russie, est une piste majeure à exploiter dans la recherche de solutions pour freiner les processus d'endoctrinement dans la région. Moscou, principal pays d'accueil de la zone, ne montre pas de réelle volonté d'agir, et les gouvernements d'Asie centrale, bien que dépendants de Moscou, devraient selon Pantucci être directement impliqués. Dans ce sens, renforcer la coopération avec des institutions internationales telles que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ou d'autres agences des Nations Unies pour les migrations pourrait être bénéfique : ces acteurs pourraient apporter une aide précieuse aux pays d'Asie centrale, dans le développement de programmes concrets pour prévenir la radicalisation et soutenir les migrants, à travers l'éducation, la sensibilisation sur le sujet et la construction d'opportunités économiques durables et locales pour les jeunes notamment.

Bibliographie

Boquérat Gilles. « Terrorisme islamiste en Grande Asie centrale : l'al-qaidisation du djihadisme ouzbek ». Institut Français des Relations Internationales (IFRI), avril 2024

<https://www.ifri.org/fr/notes/terrorisme-islamiste-en-grande-asie-centrale-al-qaidisation-du-djihadisme-ouzbek>

Chauprade Aymeric. « Les filiales centrasiatiques de l'organisation État islamique-Khorasan ». Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), 2024

<https://cf2r.org/documentation/les-filiales-centrasiatiques-de-lorganisation-etat-islamique-khorasan/>

Dudoignon Stéphane A. « Pourquoi autant d'attentats commis par des Ouzbeks ? ». Centre de Recherches Internationales (CERI), Sciences Po, 2024

<https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/oir/pourquoi-autant-d-attentats-commis-par-des-ouzbeks>

Giustozzi Antonio, « À un mois des JO, comprendre la menace de l'État islamique au Khorassan ». Le Grand Continent, juin 2024

<https://legrandcontinent.eu/fr/2024/06/25/a-un-mois-des-jo-comprendre-la-menace-de-letat-islamique-au-khorassan/>

Kepel Gilles. « Le djihadisme, nouvelle religion de terreur ». Sciences Po, février 2024

<https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/jihad-nouvelle-religion-de-terreur/>

[#:~:text=Al%2DQaida%20va%20se%20d%C3%A9velopper,un%20territoire%20ou%20une%20population.](#)

Pradon Hélène, « Les enjeux de la sécurité et de la stabilité en Asie centrale », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2024

<https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001273.pdf>

Pantucci Raffaello. « Le djihadisme en Asie centrale est un danger pour l'Europe ». Revue Conflits, octobre 2024

<https://www.revueconflits.com/le-djihadisme-en-asie-centrale-est-un-danger-pour-leurope-entretien-avec-raffaello-pantucci/>